

ZINFOS.974

Tourisme : A Paris, Yann de Prince dénonce "un problème de gouvernance" à La Réunion



La Fédération des entreprises d'Outre-mer (FEDOM) a organisé jeudi 25 septembre un colloque à l'Assemblée Nationale, intitulé "Tourisme Outre-mer : osons une nouvelle dynamique". L'organisation patronale (qui représente quelque 110.000 entreprises) a réuni de nombreux chefs d'entreprises, élus, et personnalités (dont l'ancienne ministre des Outre-mers, Brigitte Girardin et la ministre actuelle, George Pau-Langevin). Un colloque dont l'ambition était d'apporter des solutions et des réflexions pour le développement de ce secteur prioritaire, mais en stagnation en Outre-mer.

Yann de Prince, qui était le seul intervenant réunionnais à ce colloque, a saisi l'occasion pour dresser un tableau très noir de la situation La Réunion. Une prise de parole qui n'est pas passée inaperçue, au point de provoquer une mise au point de la part de Patrick Serveaux, le président de l'IRT, présent dans la salle...

Le président du Médef Réunion a en effet pointé du doigt un "problème de gouvernance", qu'il a illustré en évoquant la gestion de la crise requin et d'un atout touristique indéniable : le Piton de la Fournaise. "Le temps n'est plus au constat. Les chiffres nous les avons. Les remèdes, nous en connaissons une partie", a-t-il expliqué en préambule, regrettant au passage l'absence des députés et sénateurs réunionnais à ce colloque. "Il faut que nos parlementaires soient notre relais et assument leurs responsabilités. Au moment où je vous parle, il y a des émeutes à La Réunion et il y a des gens qui sont désespérés de ne pas trouver de job", a-t-il insisté.

Sur la crise requin, Yann de Prince n'y est pas allé par quatre chemins : "Il y a des gens qui se font dévorer. Nous sommes la seule île au monde où si vous vous baignez dans la mer, vous courez le risque d'une contravention. Nous sommes en train de parler de développer le tourisme alors même qu'il est interdit de se baigner", a-t-il déploré, invitant les pouvoirs publics à "traiter les vrais problèmes au moment où ils surviennent et non pas trois en après".

Un point de vue que s'est empressé de tempérer Patrick Serveaux, visiblement échaudé, qui a pris la parole à l'issue de la table ronde. "Nous pratiquons à La Réunion un sport récurrent qui s'appelle l'auto-flagellation. La vérité c'est qu'à

Réunion, on peut se baigner ! En respectant certaines conditions, en allant dans le lagon", a souligné le président de l'IRT, soucieux de préserver l'image de la destination.

Sur le volcan : "Le théâtre est fermé pendant les heures de représentation"

Pour étayer les problèmes de gouvernance que connaît La Réunion, Yann de Prince a aussi pris l'exemple du volcan, principale attraction touristique de l'île de La Réunion. Dans un style toujours aussi brut de décoffrage.

"Si je vous racontais ici les problèmes que nous rencontrons pour installer des toilettes publiques au volcan, vous ririez tellement c'est ridicule ! Nos concurrents se gausseraient de nous voir si mauvais ! Cela fait six ans qu'on y arrive pas, a-t-il lancé. On a un volcan qui est quand même l'un des plus beaux du monde, mais dont on interdit l'accès quand il est en éruption. En gros, le théâtre est fermé pendant les heures de représentation. Tout ça au nom d'un principe de précaution, que je ne conteste pas. Mais il y a des excès. Dans un cas, on empêche de pêcher des poissons au détriment des vies humaines. Dans l'autre, on empêche l'accès au volcan qui est un attrait touristique incontestable", a-t-il lancé.

Le président du Medef Réunion a plaidé pour la mise en place d'une gouvernance locale et a proposé des mesures pour développer le tourisme et l'attractivité de l'île. Développer la desserte aérienne, la capacité d'hébergement, la pérennisation de la Lodéom ou encore une baisse de la fiscalité sur l'impôt des sociétés font parties des solutions qui permettraient selon lui de *"relancer l'attractivité du territoire"*.



En bref : Lors de ce colloque, qui a duré une matinée, les acteurs du tourisme en Outre-mer ont fait part de leur souhait au gouvernement que soit mieux prise en compte la diversité des différents territoires d'Outre-mer. *"La politique doit-elle être homogène alors que nos territoires sont extraordinairement hétérogènes ?"*, a demandé Jean-Pierre Philibert, le président de la Fedom, interpellant George Paul-Langevin. La président de la Fedom a également plaidé pour une *"simplification"* des procédures dans un *"grand nombre de domaines"*, et notamment en matière de politique des visas.

De son côté, la ministre des Outre-mers, qui a conclu le colloque, a rappelé que le CICE serait renforcé à 9% et qu'une réflexion était en cours sur la possibilité de mettre en place un taux *"super-renforcé"* (à 12%) sur certains secteurs soumis à la concurrence, dont le tourisme. Une annonce qui n'a semble-t-il pas émerveillé les professionnels présents dans l'assistance...

Jeudi 25 Septembre 2014 - 18:49 -Gabriel Kenedi